

CRUSE, Romain (2011) Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen. Québec, Presses de l'Université du Québec, 170 p. (ISBN 978-2-7605-3107-9)

Éric Dubesset

Volume 56, numéro 158, septembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014562ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014562ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

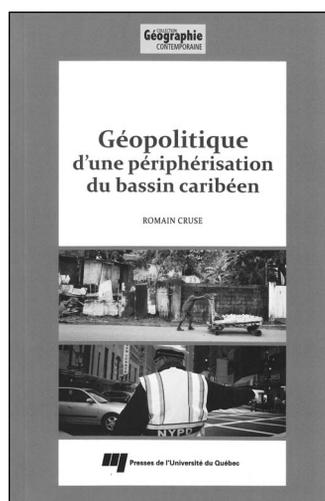
Dubesset, É. (2012). Compte rendu de [CRUSE, Romain (2011) Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen. Québec, Presses de l'Université du Québec, 170 p. (ISBN 978-2-7605-3107-9)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(158), 500–501. <https://doi.org/10.7202/1014562ar>

les principaux enjeux planétaires, faisant la démonstration que ceux-ci sont par nature résolument géographiques. Le livre fait une place importante aux avenues d'«opérationnalisation» du savoir géographique au-delà de la description des problèmes. Quant au propos des chapitres, il converge au final sur les pratiques d'aménagement du territoire, tant des espaces ruraux que des espaces urbains. Les auteurs réaffirment au passage l'importance du rôle de l'État à titre d'acteur-clé de l'aménagement et du développement pour se «défendre contre la nature et les hommes». Bien au-delà du savoir descriptif illustrant une mondialisation polarisante, la géographie est présentée ici comme une véritable pratique visant la résolution des conflits territoriaux et invitant à la réappropriation des territoires à l'échelle humaine.

D'un point de vue nord-américain, le livre peut paraître trop centré sur la France, surtout dans le choix des études de cas. Les exemples retenus appuient néanmoins efficacement les propos. Les géographes en début de parcours universitaire, ceux des cycles supérieurs ainsi que les professionnels de l'aménagement, spécialement en environnement et développement, y trouveront des références incontournables. Si le manuel semble privilégié, par son titre et par son introduction, une distinction entre les volets physique et humain du savoir géographique, la pertinence de l'approche spatiale et territoriale commune aux deux branches suggère implicitement son unicité. Toujours d'actualité dans les milieux universitaires, du moins en Amérique du Nord, le débat épistémologique sur la place de la géographie dans le domaine des sciences ainsi que les prétentions de la discipline sur les champs du développement et de l'environnement auraient mérité une plus grande attention et ainsi permis de bonifier le propos. Persistante, la vision dichotomique de la géographie contribue à affaiblir la discipline alors même que sa spécificité et sa pertinence résident dans la compréhension des liens entre ces deux composantes fondamentales

du territoire. Une science aux prétentions globales au carrefour de l'humain et du physique, telle est l'approche du savoir géographique à laquelle nous convie cet ouvrage.

Stéphane Bernard
Département de géographie
Université du Québec à Montréal



CRUSE, Romain (2011) *Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 170 p. (ISBN 978-2-7605-3107-9)

Dans son ouvrage *Géopolitique d'une périphérisation de la Caraïbe*, Romain Cruse s'attache à expliquer les inégalités sociales et spatiales criantes des États et des territoires du pourtour de la mer des Caraïbes, en recourant au concept néologique de «périphérisation». Sa minutieuse révision théorique l'amène d'abord à remettre en cause le bien-fondé de la théorie de la «domination bienveillante» des centres et son prétendu effet bénéfique de percolation, puis à réhabiliter le modèle marxiste du centre/périphérie, dont il reconnaît la validité relative dans le cas caribéen étudié. Celui-ci est envisagé ici dans sa composante

archipélagique (Antilles), mais aussi continentale (Guyanes, Vénézuéla, Colombie) et même, dans une moindre mesure, isthmique (Panama et Belize), à laquelle il ajoute, plus au nord, Miami. Malgré leur ouverture sur la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique, le Costa Rica, le Nicaragua, le Guatemala, le Mexique et les Bahamas ne sont pas abordés par l'auteur, si ce n'est parfois à la marge.

Dans son modèle explicatif, le géographe saisit d'abord la périphérisation de la région dans sa dynamique physique et économique-historique (partie 1). Pour lui, le positionnement géographique de la Méditerranée américaine, à proximité immédiate d'un pays hégémonique comme les États-Unis, a joué un rôle non négligeable dans le processus de mise en dépendance. Pour autant, ce « méditerranisme », considéré à travers son effet multiplicateur de flux (économiques, financiers, migratoires) et d'espaces dérogatoires (zones franches, paradis fiscaux, relais de trafics) ne peut expliquer à lui seul la dépendance économique régionale, tant les périphéries sont généralement en mesure de s'affranchir de leur spatialité.

Aussi, s'ingénie-t-il à démontrer que le poids de l'histoire est autrement plus déterminant. La responsabilité de la périphéricité de la Caraïbe est surtout imputable aux métropoles colonisatrices européennes, puis aux États-Unis, dont le système de domination impérial basé sur de « pseudo-avantages comparatifs » a façonné les territoires en les spécialisant. Depuis le XIV^e siècle, la spécialisation agricole, sylvicole et minière, puis industrielle (zones franches), tertiaire (tourisme, *offshore*) et même quaternaire (économie informelle) a procuré des avantages comparatifs aux entreprises étrangères profitant à la fois d'une main-d'œuvre bon marché et de revenus élevés tirés « d'une économie de cueillette à grande échelle » et de la vente de produits manufacturés à forte valeur ajoutée.

La satellisation régionale est ensuite longuement appréhendée dans sa dynamique géoéconomique contemporaine (partie 2). L'auteur estime que ce processus s'est accentué à partir

des années 1970 sous l'effet de l'adoption du néolibéralisme. Dans le cadre d'une politique d'industrialisation par invitation favorable aux firmes occidentales, cette idéologie a perpétué la mise en dépendance de pays périphériques spécialisés dans la dérogation fiscale, commerciale et politique. Chiffres à l'appui, Cruse dénonce sans ambages les conséquences sécuritaires (narcotrafic) et sociales (inégalités) de cette doctrine politique appliquée farouchement dans la région, sous l'égide de la Banque mondiale et du FMI et parfois aussi avec la connivence des gouvernements locaux. Aussi, conclut-il logiquement en exhortant à l'abandon des politiques néolibérales et à la réorientation des productions pour le marché local. De rajouter que pour sortir de l'impasse, la coopération sud-sud constitue une voie des plus prometteuses. En s'inscrivant dans cette perspective post hégémonique d'échanges transversaux, le récent lancement de la CELAC (Communauté des États latino-américains et caribéens) pourrait justement lui donner raison.

Éric Dubesset

Centre Montesquieu de recherche politique
Université Montesquieu Bordeaux IV
